

LA VOLONTÉ DE L'ULSTER

PAR

XAVIER MOISANT



★ La Démocratie ★

SOCIÉTÉ COOPÉRATIVE D'ÉDITION ET DE PROPAGANDE

34, boulevard Raspail

PARIS (VI^e)

LA VOLONTÉ DE L'ULSTER

PAR

XAVIER MOISANT



★ La Démocratie ★

SOCIÉTÉ COOPÉRATIVE D'ÉDITION ET DE PROPAGANDE

34, boulevard Raspail

PARIS (VII^e)

BIBLIOGRAPHIE

- YANN M. GOBLET. — *L'Irlande dans la Crise Universelle*, Alcan, Paris.
- JAMES WINDER GOOD. — *Ulster and Ireland*, Maunsell, Dublin and London.
- MRS ALICE STOPFORD GREEN. — *Ourselves alone in Ulster*, Maunsell, Dublin and London.
- R.-M. HENRY. — *The Evolution of Sinn Fein*, Fisher Unwin, London.
- EOIN MAC NEILL. — *The Ulster Difficulty*, Gill, Dublin.
- W.-A. MAC KNIGHT. — *Ireland and the Ulster Legend*, King, London.
- THOMAS JOHNSON. — *A Handbook for Rebels*, Maunsell, Dublin and London.
- XAVIER MOISANT. — *L'Ame de l'Irlande*, Beauchesne, Paris.
- L. PAUL-DUBOIS. — *Le Drame Irlandais*, 15 septembre et 1^{er} octobre 1921, in « *Revue des Deux Mondes* ».
- ABBÉ NAUDET. — *La Question Irlandaise*, in « *Revue Contemporaine* », février 1921.
- The Catholic Times*, 31 juillet 1920.
- The Times*, 6 décembre 1921.
- The Irish Independent*, 29 juillet 1919.

The Daily Herald, 20 juillet, 7 décembre 1921.

Irish Bulletin, 1, 7, 18 novembre 1921.

Bulletin Irlandais (2, rue Scribe, Paris), 27 janvier, 24 mars, 9 avril, 3, 31 mai, 7, 18, 25 juin, 2, 19, 26, 30 juillet, 8, 25, 30 août, 1, 6, 13, 22, 27 septembre, 12, 18 octobre, 22, 24, 26 novembre, 1, 2 décembre 1921.

Commission d'Enquête Américaine. Premier Rapport, traduit par Xavier MOISANT, La Démocratie, Société Coopérative d'édition et de propagande, Paris.

AVANT-PROPOS

La présente étude était rédigée, quand la presse annonça qu'un accord était signé par les délégués du gouvernement anglais et les délégués du Dail Eireann.

Cet événement, qui termine peut-être la guerre commencée par le Plantagenêt Henri II, ne contredit pas et ne modifie pas des conclusions qui sont d'ordre historique et géographique. Les vérités que nous rappelons ici sont, du reste, de nature à promouvoir et à parfaire l'union de tous les citoyens dans l'Etat libre d'Irlande, en dénonçant l'origine étrangère et la cause factice de leurs dissensions.

C'est une vérité d'histoire et de géographie, que l'Ulster fait naturellement partie de l'Irlande. C'est une conclusion de l'histoire, que l'Ulster unioniste représente l'action et l'influence anglaises. Le Morning Post du 25 novembre adjurait ses amis de ne pas l'oublier : « Que les Ulstériens se souviennent que leur grande cause en Irlande, maintenant comme dans le passé, c'est de maintenir et d'établir une civilisation anglo-saxonne qui repose sur la loi et l'ordre. »

C'est une troisième conclusion historique, que la tradition du gouvernement anglais est de favoriser et d'armer la faction ulstérienne. Pour ce motif, le Times du 30 novembre excuse en partie l'obstination des unionistes de l'Ulster, et charge d'autant la responsabilité de l'Angleterre. « Peut-être aura-t-on de l'indulgence pour l'intransigeance des Ulstériens. Jusqu'à l'été dernier, ses chefs avaient été les enfants choyés du gouvernement ».

C'est une autre conclusion établie par l'histoire, que la politique de l'Ulster est de faire opposition à l'Irlande nationale. Dans son discours du 29 novembre, Sir James Craig, n'invoque pas, pour repousser toute alliance avec le Sinn Fein, le refus du Sinn Fein de reconnaître la suzeraineté du roi. Il déclare que l'Ulster (dont 4 comtés seulement sont orangistes), n'acceptera pas un parlement pour toute l'Irlande. Le séparatisme de l'Ulster est la raison et le fond de son unionisme.

L'histoire ancienne et actuelle démontre une dernière conclusion : la politique de l'Ulster unioniste se réduit à une négation. Le même discours de Sir James en fait foi. Le Premier Ministre de l'Ulster rapporte et adopte cette réponse d'un ouvrier orangiste, à qui l'on demandait ses raisons contre le Home Rule : « Nous n'en voulons pas, tout simplement nous n'en voulons pas ».

« Assez de négations », penseront peut-être maintenant les protestataires du coin nord-est. « Que du sang irlandais, trop abondamment répandu, germent la liberté et la paix ! Pansons nos plaies ; relevons nos ruines. Gardons la traditionnelle obstination qui fait notre orgueil. Mais qu'elle serve désormais à construire ! Soyons Sinn Feiners à notre tour. Soyons nous-mêmes, c'est-à-dire, puisque nous habitons l'Irlande, Irlandais.

Il semble que l'Angleterre commence à désirer quelque détente dans l'intransigeante opposition des unionistes ulstériens à l'unité irlandaise. Ne trouvera-t-elle pas, en effet, plus de profit et plus de gloire à gagner à l'Empire l'Irlande unie et affranchie, qu'à maintenir de force, dans un royaume désuni, une Irlande réfractaire et divisée ? Que les unionistes de l'Ulster consentent à rencontrer les nationalistes irlandais sur le chemin des concessions. Les délégués Sinn Feiners acceptent la réunion à l'Empire Britannique. Que les représentants de l'Ulster orangiste acceptent la réunion à la nation irlandaise. L'Observer du 6 décembre les adjure de le faire. « Si l'Ulster se refuse à accepter, même à discuter, le principe de l'unité irlandaise, il empêche pour un temps indéfini la réalisation de tous les projets bien-faisants de la politique britannique ».

Aujourd'hui les félicitations se multiplient à l'adresse de l'habile Premier Ministre d'Angleterre. Il est, en Angleterre, d'autres hommes qui, par leur attitude, dans la dernière et tragique phase du conflit anglo-irlandais, ont peut-être mérité davantage de l'Irlande, de l'Empire et de l'humanité. Les travaillistes anglais peuvent aujourd'hui se féliciter. Dans la nuit du 5 au 6 décembre 1921, leurs vœux et leur programme, — qui, du reste, restaient en deçà de l'idéal du Sinn Fein et du droit absolu, — se sont réalisés point par point.

Le parti unioniste donne des preuves tardives, mais encore significatives, de sagesse. Le Lord Chancelier d'Angleterre, dans son récent discours de Birmingham, invite les unionistes de l'Ulster, tout en conservant leur « parlement du nord », à reconnaître un suprême parlement irlandais. Au nom de l'Empire, comme au nom

de l'Irlande, il leur recommande la cause de l'unité irlandaise. A Birmingham, le même jour, M. Austen Chamberlain exprime, sinon les remords de son parti, du moins ses réflexions nouvelles. Il ne veut pas condamner la politique traditionnelle des conservateurs anglais à l'égard de l'Ulster, mais il reconnaît avec regret un des résultats de cette politique. Ce fut de détruire en Irlande « son caractère de nation homogène », et par là de susciter pour le gouvernement anglais « un problème d'une telle difficulté que nul autre, en aucun pays, n'a ainsi embarrassé la raison et l'imagination des hommes d'Etat ».

Le 10 décembre 1921.

LA VOLONTÉ DE L'ULSTER

CHAPITRE PREMIER

LA VOLONTE DE L'ULSTER ET LA QUESTION IRLANDAISE

Le refus de l'Ulster de faire partie d'une Irlande autonome constituerait l'obstacle principal et même unique au règlement de la question irlandaise. Cette opinion ancienne reprend un air de jeunesse à l'occasion des pourparlers anglo-irlandais. Désormais, la volonté britannique de dominer l'Irlande s'abrite et disparaît derrière la volonté ulstérienne de ne reconnaître que l'autorité anglaise. L'Angleterre veut bien concéder à l'Irlande, sinon l'indépendance nationale, du moins une sorte de statut de *dominion*, mais ses bonnes intentions se heurtent au loyalisme têtue de l'Ulster, de l'Ulster plus impérialiste que l'empereur et roi. Que l'Irlande nationaliste gagne à sa cause l'Irlande loyaliste, et que les Irlandais fassent l'union entre eux : l'Angleterre saluera leur réconciliation et ratifiera leurs vœux unanimes.

Ainsi, depuis le mois de juillet dernier en particulier, la presse anglaise pose la question d'Irlande.

Le *Daily Chronicle* et le *Times*, par exemple, tout en saluant avec satisfaction l'ouverture de la conférence anglo-irlandaise, déclarent que le seul écueil à craindre vient, non pas de l'opposition entre le gouvernement britannique et l'Irlande, mais de l'hostilité entre l'Ulster et le reste du pays. Pour accentuer l'objection, on oppose même le Nord et le Sud, ce qui suggère l'idée de deux fractions égales et d'une nation divisée contre elle-même. Autrement l'opinion pourrait croire, en Angleterre et ailleurs, que l'Ulster fait simplement figure de minorité récalcitrante contre la volonté commune et l'autorité nationale. Or, réduite à ces termes et à ces dimensions, la « difficulté de l'Ulster » ne représenterait plus le problème exceptionnel qui justifie l'Angleterre de ne pas appliquer à l'Irlande le principe des nationalités.

Le *Temps* de Paris fait écho à son homonyme de Londres. Son correspondant lui téléphonait, le 6 août dernier :

Il serait possible de faire dévier la discussion sur la question de l'unité irlandaise et de demander, par exemple, au Gouvernement sinn-feiner ce qu'il propose que le Gouvernement britannique fasse pour mettre un terme au dualisme de l'Irlande et de l'Ulster... Les deux factions en présence, Nord et Sud, nourrissent toujours le même projet, chacune de leur côté, et invoquent une aide extérieure pour opprimer leurs adversaires.

Nous examinerons plus loin si l'Irlande nationaliste et républicaine sollicite, ou souhaite, l'intervention, soit de l'Angleterre, soit de toute autre puissance, pour réduire l'Ulster. Il nous suffit ici de signaler l'impor-

tance et le relief que l'opinion officielle attribue à la volonté de l'Ulster.

Il arrive même que des journaux favorables à la cause irlandaise parlent des « deux Irlandes ».

A en croire le *Daily Mail* (édition continentale), le Président de Valera reconnaîtrait, sinon que l'Ulster représente la moitié de l'Irlande, du moins que cette province y forme une enclave impénétrable. En fait, de quoi M. de Valera avait-il convenu, dans son discours du 17 août à la *Dail Eirean* ?

« Dans le cas de l'Irlande, disait-il, il ne saurait être question de sécession, puisqu'il n'y a jamais eu union ».

En d'autres termes, l'Irlande, quand elle revendique son indépendance, ne rompt pas avec l'Angleterre un pacte qu'elle n'a jamais consenti. Ainsi s'exprimait le Président de la République Irlandaise; et le texte anglais du journal reproduit sa pensée. Mais le texte français se permet une singulière transposition et fait dire à M. de Valera : « En ce qui concerne l'Ulster, il ne saurait être question de sécession, puisqu'il n'y a jamais eu union ».

Méprise ou manœuvre, cette adaptation s'harmonise avec les intentions du gouvernement anglais. Dans son discours du 31 octobre à la Chambre des Communes, M. Lloyd George, pour justifier la domination anglaise, fait valoir, entre autres motifs, le danger toujours imminent d'une effroyable guerre civile entre catholiques et protestants. Le gouvernement anglais parvient à maîtriser l'incendie. Mais le feu couve. Que le pouvoir modérateur de l'Angleterre se retire, et l'Irlande sera en flammes.

La presse anglaise continue à exalter ce qu'elle ap-

pelle : *The Ulster difficulty*. Le *Times* du 5 novembre annonce que la Conférence anglo-irlandaise « vient d'attaquer la difficulté centrale du problème irlandais, c'est-à-dire l'antagonisme du Nord et du Sud ». L'hebdomadaire de Londres : *Weekly Despatch*, 6 novembre, se demande avec anxiété « si les Irlandais vont s'obstiner dans leurs désaccords, et ainsi prolonger, en l'aggravant, une tragédie qu'ils peuvent, et qu'ils peuvent seuls, terminer ».

Le Sinn Fein, déclare avec tristesse le *Times* du 6 novembre, fonde sa politique sur deux bases : refus hostile de rester annexé à l'Empire britannique, mépris total des sentiments de l'Ulster. Incompris ou menaçant, c'est toujours l'Ulster qu'on oppose à l'Irlande nationaliste.

Les plus récents événements semblent, non seulement autoriser, mais imposer, cette expression antithétique du problème irlandais. L'on attend, comme l'évènement décisif dont dépend la fin ou la suite du drame, la réponse de l'Ulster aux propositions de l'Angleterre. A l'heure où nous écrivons ces lignes, la parole est à Sir James Craig. Quel que soit, du point de vue moral et du point de vue économique, le jugement à porter sur les pogroms particulièrement violents qui déshonorent Belfast depuis plus d'une année, peut-on leur refuser toute signification politique, et ne doit-on pas convenir qu'ils manifestent une irréductible opposition à l'Etat Irlandais ? Ne faut-il pas, dès lors, reconnaître que, si la question d'Irlande ne se réduit pas à la « difficulté de l'Ulster », la « difficulté de l'Ulster » en forme l'inévitable préambule, et, tant qu'elle n'est pas résolue, en ruine d'avance tout règlement ? Qu'avant de briser le lien législatif et le lien même de la Couronne avec la Grande-Bretagne, qu'avant de dénoncer l'Acte d'Union

de 1800 et le régime de la Conquête, l'Irlande nationaliste gagne d'abord et range à son autorité l'Ulster unioniste !

L'opinion irlandaise renverse cet ordre des termes. Que l'Angleterre, déclare-t-elle, retire ses troupes de notre pays : et les luttes civiles en disparaîtront, ou, du moins, elles s'y réduiront au conflit normal et commun à tous les pays, entre la majorité et la minorité. Peut-être même l'opinion générale, une fois libérée de toute pression étrangère, s'approchera-t-elle chez nous de l'unanimité plus que dans la plupart des autres nations. Telle est la protestation exprimée à maintes reprises par le *Bulletin Irlandais*. Il est faux que ce soient des désaccords domestiques qui empêchent un règlement de la question irlandaise. L'union règnerait entre toutes les classes et toutes les confessions, si le gouvernement britannique n'employait pas en Irlande la méthode : *divide ut imperes*. Qu'il renonce à soutenir de toutes les ressources d'un puissant empire la minorité qu'il a suscitée ou implantée : et la République Irlandaise rétablira l'ordre et l'union sur son territoire. L'Ulster unioniste n'a pas, d'ailleurs, de représailles à craindre. Qu'est-il, en effet, sinon le jouet d'une poignée de fanatiques et l'instrument d'hommes politiques anglophiles ? On lui promet, dans une Irlande affranchie, de justes garanties, et même des égards que ne réclame pas la justice, à une condition cependant : qu'il renonce à se servir du pouvoir étranger, et à servir lui-même de « tête de pont » aux soldats et aux agents de ce pouvoir. Que l'Angleterre, enfin, cesse d'intervenir : et l'ère de la réconciliation nationale commencera pour l'Irlande.

Cette nouvelle phase de l'histoire d'Irlande met au premier plan la volonté réfractaire de Belfast. Cette

volonté doit-elle faire échec au vœu national de l'Irlande ?

Si l'on admet, comme théoriquement l'admettent aujourd'hui tous les Etats, le principe de la souveraineté populaire et le rôle décisif de la majorité dans le gouvernement d'un pays, on ne peut, en effet, logiquement reconnaître à l'Ulster le droit d'opposer sa volonté aux revendications nationales de l'Irlande.

Le principe des majorités ne se confond-il pas, logiquement et pratiquement, avec le principe des nationalités ? Et pour ce dernier principe l'Angleterre n'a-t-elle pas fait la guerre ? Mais l'Irlande est en cause ; et, en Angleterre, comme dans les pays alliés de l'Angleterre, l'opinion officielle, quand il s'agit de l'Irlande, accueille l'objection plus volontiers que la thèse. D'emblée et d'enthousiasme, on applique le principe des nationalités à l'Esthonie, à la Lithuanie, à la Yougoslavie, à l'Hedjaz.

Quant à l'Irlande, on ne va pas jusqu'à lui en refuser brutalement le bénéfice. Mais, que de conditions l'on exige, que de scrupules l'on éprouve, et, après avoir combattu pour l'Idéal et le Droit, quel souci des contingences et quelle défiance de l'absolu !

Il n'en saurait être autrement. Reconnaître à l'Irlande le titre et les attributs de nation, c'est-à-dire les privilèges d'un Etat souverain, n'est-ce pas réprover, non seulement en fait et comme accidentellement mal-faisante, mais en droit et comme étrangère, la domination anglaise en Irlande, c'est-à-dire, imputer à une Puissance alliée, grande entre toutes, une erreur — pour employer cet extrême euphémisme, — plus de sept fois séculaire ? N'est-ce pas offenser tous les alliés

à la fois, et remettre en question cet article X du traité de Versailles qui ratifie et consacre leur situation territoriale actuelle ? Et puis, sans pouvoir généralement préciser l'attitude de l'Irlande à l'égard de l'Allemagne, sans étudier quel y fut, par la force des choses, et par la faute des hommes, l'état des esprits, sans considérer ou sans connaître sa collaboration économique et militaire à la victoire, sans examiner si les Alliés, de leur côté, ont représenté ou défendu la cause du Droit en Irlande, on reste sous l'impression que l'Irlande a mal servi, dans les pays alliés, la cause du Droit. Alors, par loyalisme (il faudrait préciser les rapports du loyalisme et de la loyauté), et par sagesse politique (on le croit du moins), on traite l'Irlande sinon en coupable, du moins en suspecte. Des services passés, d'anciennes amitiés, sont presque oubliés. Contre l'Irlande, dans l'opinion officielle, d'étranges objections sont accueillies ; et qui veut défendre sa cause doit discuter des allégations qui, en bonne logique et en bonne justice, ne sauraient influencer sur la conclusion du procès.

En Irlande, le principe des nationalités doit rester subordonné à de multiples conditions. En même temps que, de toutes façons, l'on tâche de limiter la portée de la volonté commune, de toutes façons l'on exalte la volonté d'un groupe schismatique. Trois provinces d'Irlande, et la moitié de la quatrième réclament, — au prix de quels risques et de quels sacrifices ! — l'indépendance nationale : contre le vœu de cette majorité, quels arguments ne vaudront pas ? Intérêts stratégiques et économiques du pays voisin etc. Une partie de l'Ulster réclame le maintien de la domination anglaise : contre le vœu de cette minorité, quels arguments peuvent prévaloir ? La volonté de l'Ulster est-elle d'un si

rare métal et d'une trempe si merveilleuse, qu'elle doive faire plier la volonté du grand nombre ?

Vérifions cette volonté que l'on dit être de diamant, *adamantine*. La volonté de l'Ulster est-elle cette dure et précieuse substance, longuement élaborée par la nature, le bijou d'un sombre et profond éclat, que rien n'entame et dont les vives arêtes brisent toute résistance ? Ou ne serait-elle que du *simili*, un article importé d'Angleterre, quelque chose d'inflexible aussi, qui divise et qui déchire, mais qui n'est que de la verroterie ?

A l'histoire de répondre. Une enquête historique, fût-elle en droit superflue, n'est pas pour déplaire aux nationalistes irlandais. Trop longtemps leurs maîtres, plus soucieux de faire oublier le passé que de le réparer, ont banni des écoles de l'Irlande l'histoire de l'Irlande !

CHAPITRE II

L'ULSTER NATIONALISTE

Quels que soient les efforts de la propagande britannique pour exalter, devant l'opinion étrangère, la volonté de l'Ulster unioniste, elle ne peut supprimer les limites qui bornent cette volonté dans le temps et dans l'espace. Elle ne peut anéantir l'Ulster nationaliste. Si, depuis trois siècles déjà, l'Ulster est un foyer de guerre civile, plus longtemps encore il fut un foyer d'ardent patriotisme. Non seulement la géographie et l'histoire attestent que l'Ulster et les trois autres provinces d'Irlande font partie d'un même pays. Mais, suivant la remarque de M. Goblet (*L'Irlande dans la Crise universelle*), « il n'est point de pays plus irlandais, de mentalité plus celtique, que dans cette province de l'Ulster. » L'Ulster n'est-il pas le pays de ces chevaliers de la Branche Rouge, vaillants et généreux à l'égal des Chevaliers de la Table Ronde ? N'est-il pas le pays de ces immortels héros de l'Irlande : les O'Neills ? L'Ulster n'a-t-il pas opposé la suprême résistance au régime de la conquête ?

Parcourez l'Ulster du Nord au Sud, de l'Est à l'Ouest : de Londonderry à Carrickmacross, de la baie de Donegal

à celle de Belfast. Partout des sanctuaires, des monuments, des souvenirs, de foi et de patriotisme. Austère joyau serti dans les âpres montagnes du Donegal, voici un petit lac : c'est le Lough Derg; l'îlot que vous apercevez devient, quand a passé le temps des rudes saisons, un centre de pèlerinage : c'est le Purgatoire de Saint-Patrick. Tous les monts de l'Ulster cachent les restes des héros des Gaels. La région que se réserve l'Angleterre, la région des 6 comtés, est précisément la plus riche en souvenirs nationaux. Dans ce reliquaire privilégié furent déposés les restes mortels des saints, des rois, des grands guerriers, de l'Irlande. L'Ulster est l'Irlande de l'Irlande. Irlandais surtout, le moderne « coin nord-est » de l'unionisme et des manufactures. Là, en effet, à l'est du Lough Neagh et de la Bann, se trouve l'illustre Uladh des guerriers du *Tain bo Cualnge*, l'Iliade de l'Irlande antique. Chrétienne ou païenne, l'Irlande réclame l'Ulster et se réclame de l'Ulster. Le comté de Down se glorifie de posséder le tombeau de St-Patrick. La ville d'Armagh est le siège du primat catholique d'Irlande.

L'oppression des Lois Pénales n'a pas étouffé le patriotisme en Ulster. Ni l'Irlande ni l'Angleterre ne sauraient oublier l'histoire des volontaires de Dungannon (Tyrone). Elles ne sauraient oublier qu'à Belfast, pour la première fois, le nationalisme irlandais précisa son idéal sous la forme d'une république. Enfin, quand un suprême effort est tenté pour affranchir l'Irlande, à la tête des Irlandais Unis recrutés surtout dans l'Ulster, qui voit-on? Qui complète l'œuvre de Grattan et, rejetant tout ensemble la dépendance législative et le lien de la Couronne, revendique sans compromis et sans atermolement pour l'Irlande, la situation

d'Etat souverain? Qui va demander au Directoire, puis à Napoléon, le concours des armes françaises pour la libération du territoire irlandais? Un presbytérien, d'origine ulstérienne : Théobald Wolfe Tone. C'est Wolfe Tone, à Belfast, sur la Colline de la Grotte, qui rêva le rêve splendide des Irlandais Unis. (Yann M. Goblet, *l'Irlande dans la Crise universelle*).

Malgré l'Acte d'Union, la tradition patriotique se continue en Ulster. Charles Gavan Duffy, dont la noble figure en imposa même aux violents préjugés de Thomas Carlyle, représenté cet Ulster fidèle à la cause nationale. Son fils, M. Georges Gavan Duffy, représente l'Irlande à la conférence qui se tient actuellement à Londres.

Cherche-t-on des exemples de colère patriotique et d'éloquente indignation contre la domination étrangère? L'Ulster peut encore en fournir; et, sur ce terrain, John Mitchel, presbytérien de l'Ulster, peut rivaliser avec James Fintan Lalor, catholique de Tipperary. C'est Lalor qui, dans son dernier article de *l'Irish Felon*, lançait cet appel aux armes : « Qui va frapper le premier coup pour l'Irlande? Qui, le premier, versera son sang pour l'Irlande? Qui veut gagner la couronne qui sera toujours verte? » Mais c'est Mitchel qui appelait le lord lieutenant d'Irlande : « l'Exécuteur des Hautes OEuvres et Haut Boucher de la reine en Irlande ». C'est Mitchel qui, appréhendé le 26 mai 1848, déclare à ses juges : « Je n'ai fait que montrer à d'autres la voie... Le Romain, faisant brûler sa main sur le brasier, jurait que trois cents autres en feraient autant. N'ai-je pas le droit, moi aussi, de jurer pour un, pour deux... » Sur quoi tous les assistants se lèvent, en lui tendant les bras, et s'écrient : « Jurez pour moi, Mitchel, jurez

pour moi ». (L. Paul Dubois, *l'Irlande Contemporaine et la Question Irlandaise*).

La tradition ne se perd pas. Le Dr Irwin, ministre presbytérien d'une importante paroisse proche de Belfast, est allé en Amérique protester de son attachement à la cause nationale; et, après avoir ainsi payé de sa personne et de sa peine l'honneur de défendre l'unité irlandaise, il le paya ensuite de sa liberté. Un tribunal anglais l'a récemment condamné à un an de prison.

Si l'Ulster est devenu le terrain d'élection du loyalisme et de l'unionisme, longtemps il resta la terre choisie de ceux que l'Angleterre appelait des rebelles et des félons, et qui s'en faisaient gloire.

Maintenant l'Angleterre se flatte d'avoir gagné à son allégeance six comtés de l'Ulster. Prenons-en acte, pour constater que l'Ulster historique et géographique déborde l'Ulster unioniste, et que le nouveau parlement est appelé bien à tort parlement du Nord. La partie la plus septentrionale de l'Irlande appartient au Donegal, qui, avec les comtés de Cavan et de Monaghan, sont détachés de l'« Ulster politique ». Ainsi la division même imposée à l'Irlande, condamne ces appellations de Nord et de Sud, qui, outre l'inconvénient de suggérer l'idée qu'une moitié de l'Irlande est conquise à la cause de l'unionisme, ont encore l'inconvénient d'étendre indûment le prestige du Belfast moderne en dehors du coin nord-est.

Mais l'unionisme se confine réellement entre des limites encore plus étroites. Le nationalisme peut revendiquer, en vertu des élections de 1918, de 1920, de 1921, le Tyrone et le Fermanagh. Des quatre comtés qui restent, deux : l'Antrim et le Down, fournissent à la

cause unioniste une importante majorité. Encore faut-il remarquer que la minorité nationaliste s'y trouve en plus grande proportion que la minorité unioniste dans le reste de l'Irlande. Si l'on excepte Belfast, nulle part, dans les 6 comtés, on ne trouve de centre homogène d'unionisme. A Belfast, les suffrages nationalistes ne représentent que 21,6 % du total, aux dernières élections. Faible minorité, supérieure cependant à la proportion des unionistes par rapport aux nationalistes dans l'ensemble de l'Irlande.

L'importance de l'Ulster unioniste se réduit encore si l'on tient compte des circonstances dans lesquelles les élections du mois de mai dernier furent préparées et opérées. Si, par exemple, à Belfast, le système de la représentation proportionnelle avait joué normalement, les nationalistes auraient obtenu 3 sièges, au lieu d'un seul. Le *Bulletin Irlandais* dénonce, outre le savant découpage qui, automatiquement et administrativement, devait affaiblir la représentation nationaliste, les pires abus de la part des représentants et des agents du pouvoir anglais. Enfin le *Bulletin* résume ainsi l'histoire des dernières élections au parlement de Belfast : *La sinistre comédie de l'Ulster*.

Mais cette histoire, concernant la formation de l'Ulster unioniste, appartient au chapitre suivant.

CHAPITRE III

ORIGINE DE L'ULSTER UNIONISTE

Si l'on s'en tenait à la rigueur des mots, on ne pourrait pas reconnaître à l'Ulster unioniste plus de cent vingt années d'existence, puisque l'Acte d'Union date de 1800. Les termes mêmes d'unionisme et d'unioniste sont encore plus récents. Mais l'unionisme ulstérien signifie principalement opposition au nationalisme irlandais, et l'idée d'union l'inspire moins que celle de division. Or, ainsi entendu, l'unionisme ulstérien peut se recommander d'une antiquité vénérable. L'Ulster diviseur collabore depuis longtemps au plan de l'Angleterre dominatrice. *Divide ut imperes.*

L'unionisme ulstérien compte environ trois siècles de durée. Il remonte au régime des « plantations ». Les « plantations » n'auraient pas suffi, d'ailleurs, à créer, ni surtout à maintenir, en Irlande, les luttes et les désordres qu'attendait ou escomptait l'Angleterre. Trop puissante est la vertu irlandaise d'assimilation. Soustraits aux influences étrangères, les conquérants et les envahisseurs ne tardent pas à subir, en Irlande, le charme supérieur du pays et de la race; et d'eux-mêmes

ou de leurs descendants, l'Angleterre dit bientôt, avec dépit : *Hibernis ipsis Hiberniores!*

M. Eoin Mac Neill, dans sa brochure : *The Ulster Difficulty*, rappelle qu'il y eut deux sortes de plantations : l'une officielle, l'autre spontanée. La première fut l'objet direct, la seconde fut la conséquence, de l'intervention anglaise.

Dans le premier cas, le gouvernement anglais, par son agent, Sir Arthur Chichester, dressa le plan, et désigna les bénéficiaires, de l'opération. Le projet primitif subit du reste, sur le second point, des modifications. Par la volonté du roi Jacques I, on « planta » surtout des Écossais, alors que Chichester se proposait d'abord d'introduire en Ulster des propriétaires et des fermiers anglais. Six comtés étaient partagés entre les nouveaux venus, au détriment et à la place des anciens habitants et occupants. Le nombre six, qui se retrouve dans le régime actuel de *partition policy*, pourrait donner le change. Les six comtés dont on veut faire la *Carsonia* ne correspondent pas exactement aux six comtés de la plantation jacobite. Dans les deux plans, le Derry (Coleraine), le Tyrone, l'Armagh et le Fermanagh prennent place. Mais les deux comtés unionistes d'Antrim et de Down ne figurent pas dans le premier, tandis que le Donegal (Tyrconnel) en fait partie.

La plantation ne s'opéra pas totale et définitive, comme l'avait voulue le gouvernement royal. Une partie des terres confisquées, dures et montagneuses, n'attirèrent pas, ou ne retinrent pas, les nouveaux venus. Faute d'autres occupants, les anciens, autorisés ou non, y revinrent ou y demeurèrent. Ainsi le Donegal resta presque entièrement irlandais. Dans les quatre autres comtés, nombreuse demeura aussi la population indi-

gène. On la retrouvait sur les terres plus ingrates. On la retrouvait, — et le cas était fréquent, — lorsque la cupidité des propriétaires intrus exigeait des fermages d'un taux jugé excessif par les colons écossais. Enfin, malgré les épreuves, la natalité irlandaise se maintenait ou croissait. L'Ulster « unioniste » ne se distinguait pas encore du reste de l'Irlande. Il fallut qu'un gouvernement complice, favorisât, — ne faut-il pas dire même : organisât ? — dans le dernier tiers du xviii^e siècle, ces troupes de brigands, de pillards et qui s'appelaient : *Peep o' Day Boys, Wreckers, Orangemen*, pour que décidément fût constitué le schisme ulstérien ? La « plantation » jacobite n'aurait pas suffi à la tâche.

Plus limitée, moins bien concertée, si même elle fut prévue, la colonisation de l'Antrim et du Down réussit cependant beaucoup mieux. Les guerres féroces qui avaient sévi en Irlande sous le règne d'Elisabeth et à l'époque de Cromwell, avaient désolé et dépeuplé ces deux comtés. Eoin Mac Neill cite quelques exemples de l'œuvre dévastatrice. Ce sont, au rapport de Sydney, tous les riverains du Lough Neagh mis à mort sans exception. Ce sont, dans la grande île de Rathlin, tous les habitants : hommes, femmes, enfants, passés au fil de l'épée par les soldats du comte d'Essex. Après deux générations, quand l'île s'est repeuplée, c'est le débarquement des *covenanters* du duc d'Argyll, et un nouveau massacre général. Au massacre parfois les Irlandais échappent. Si la fuite par terre est possible, ils fuient les massacreurs. Mais par l'exil ou par la mort des habitants, le pays envahi reste également dépeuplé, proie désormais facile pour les envahisseurs ou les immigrants. Ceux-ci arrivent en foule de Galloway et, en général, du sud-ouest de l'Écosse. Une partie

d'entre eux, — ceux qui s'implantent dans le nord du comté d'Antrim, — viennent des îles occidentales et de l'antique territoire des Mac Donnell : la presqu'île de Cantire. Beaucoup sont catholiques. Cependant la plupart des colons écossais appartiennent à l'Eglise presbytérienne. Telle est la « plantation » que M. Mac Neill appelle « spontanée », pour la distinguer de celle qui s'opéra par l'ordre, et sous la direction, du gouvernement anglais. Spontanée ou officielle, la « plantation » se trouve à l'origine de l'Ulster politique. Ne suffirait-elle pas à disqualifier, en droit, l'opposition de l'Ulster à la volonté nationale de l'Irlande ? Après tout, le conflit ne met pas aux prises deux Irlandes, mais l'Irlande et l'Angleterre.

CHAPITRE IV

POUR DIVISER L'IRLANDE

Les colons de l'Ulster ne tardèrent pas à comprendre l'identité de leurs véritables intérêts avec les intérêts des anciens habitants. Victimes, les uns et les autres, des mêmes exactions et du même fanatisme, de la part des landlords qui appartenaient tous à l'église épiscopaliennne, presbytériens d'Ecosse et catholiques irlandais se trouvèrent rapprochés, tout ensemble, par la communauté de leurs épreuves et la communauté de leur race. Le secrétaire de Cromwell, Milton, ne dénonçait-il pas déjà l'opposition obstinée des presbytériens de Belfast au parlement anglais ? De plus en plus, la colonie écossaise prit parti pour l'Irlande, qu'elle regarda enfin comme sa patrie d'adoption. La faction anglaise semblait d'ailleurs tout faire pour obtenir ce résultat si peu conforme à ses désirs. N'appliqua-t-on pas aux *dissenters* l'Acte de 1703, « pour arrêter le développement du papisme » ; et ne leur fit-on pas une obligation de se soumettre au *sacramental test*, s'ils voulaient remplir quelque fonction publique ? Bien plus, les dissidents qui refusèrent d'adhérer à l'Eglise protestante officielle, se

virent privés du droit de bourgeoisie à Belfast. Entre l'Irlande nationale et les presbytériens de l'Ulster, les liens ne pouvaient que se resserrer. Et lorsque, compagnons d'exil, ils durent quitter une terre que le pouvoir anglais leur rendait inhabitable, catholiques et presbytériens d'Irlande avaient le sentiment de s'éloigner d'une commune patrie et de souffrir pour une même cause. Est-il surprenant que les compagnons d'exil soient un jour devenus frères d'armes, et que, dans la plus grande guerre qui ait encore été livrée pour la cause de la liberté, les émigrés irlandais, — la moitié de l'armée de Washington, — aient rivalisé d'enthousiasme et mêlé leur sang ? Les colonies américaines ne furent pas seules à profiter de leur vaillance et de leurs sacrifices. Loin de l'Irlande, ils luttèrent et moururent ensemble pour l'Irlande, puisqu'ils luttèrent et moururent pour la liberté. Leurs frères restés au pays pouvaient-ils désavouer, pour leur compte, une alliance scellée dans la gloire et dans le sacrifice ? Au nom de l'humanité, Grattan réclame l'abolition définitive des monstrueuses lois pénales, et prêche l'alliance, dans une commune patrie, des catholiques et des protestants. Wolfe Tone parle de même, mais au nom de l'Irlande. Les protestants resteront asservis à l'Angleterre, c'est prouvé, tant qu'aux protestants seront sacrifiés les catholiques. Et l'on sait comment l'Ulster répondit à l'appel de Wolfe Tone. L'on sait comment les Irlandais-Unis, en rejetant la domination étrangère, entendaient, tout à la fois, affranchir leur pays et lui rendre la paix.

Rendre la paix à l'Irlande ! Voilà des mots que l'Angleterre a bien des fois prononcés au cours des siècles. *Hibernia pacata* ! Que le gouvernement anglais ait voulu pacifier l'Irlande, la chose est possible, et, dans un sens,

la chose est certaine. Mais on peut se demander si la paix rêvée ne ressemble pas à celle que décrivait Tacite, et qui règne dans le désert. En attendant ce résultat, et pour y parvenir, l'Angleterre s'efforce de fomenter et d'entretenir les divisions. Si l'outrance même de ses procédés tend à unir tous les Irlandais dans un même mouvement de révolte, elle se hâte de parer au danger. Car le danger est bien que l'union se fasse. L'Anglais Boulter, archevêque protestant et primat d'Armagh (1724-1758), ne s'y trompait pas. Déplorant la campagne menée par le doyen protestant Swift contre les lois pénales et l'administration anglaise en général, il poussait ce cri d'alarme : « Le pire est que protestants et catholiques se rapprochent ; si l'union se fait, adieu pour toujours aux intérêts anglais en Irlande ».

Les procédés de division mis en œuvre ne se distinguent ni par la finesse, ni par l'originalité. Tantôt on favorise les protestants de l'Ulster, au détriment des catholiques. Plusieurs mois à l'avance, les landlords publient la liste des fermiers catholiques qu'ils vont expulser, et ils invitent les presbytériens à prendre leur place : proposition d'autant plus tentante pour la cupidité, que les nouveaux fermiers profiteront des améliorations faites et de la propriété bâtie par leurs prédécesseurs. Tantôt on s'adresse directement à ce sentiment fait de haine, d'ignorance, d'instinct de destruction, qui s'appelle sectarisme ; et l'on tâche d'ameuter les presbytériens contre les « papistes ». Ou bien c'est le sentiment de la peur que l'on provoque et que l'on exaspère. Les catholiques ont tramé un complot, soit pour massacrer les protestants, soit pour s'emparer de leurs terres ! Depuis 1641 jusqu'à l'époque la plus récente, ce troisième procédé fut maintes fois mis en jeu. M. Mac

Neill l'appelle : l'argument du *perennial massacre*. Là ne se bornèrent pas les tentatives anglaises pour diviser les Irlandais entre eux. D'autres arguments furent employés pour détacher les catholiques, surtout le clergé, de la cause nationale. Mais l'histoire de l'Ulster nous concerne uniquement ici.

Nous voici arrivés au début du XIX^e siècle. Il ne reste même plus à l'Irlande l'apparence de l'indépendance législative. L'Acte d'Union a été voté. On sait par qui. On sait comment. Orangiste et tory, représentant de la justice anglaise en Irlande, Saurin ne peut cependant cacher son mépris pour les procédés mis en œuvres par Castlereagh, et il porte cette condamnation : « De l'Union vous pouvez faire une loi qui contraint, mais non une obligation de conscience. » En principe, lui résister est un devoir. Décider du moment est affaire de prudence. Lord Byron comparera l'union de l'Angleterre avec l'Irlande à l'« union du requin avec sa proie » ; et Gladstone l'appellera la transaction « la plus noire et la plus honteuse » de l'histoire. Nous n'avons pas à commenter ces jugements.

Demandons-nous seulement quelle est, à cette époque, la pensée politique de l'Ulster, et si, en essayant avec tant de constance d'opposer presbytériens et catholiques, l'Angleterre a finalement réussi à créer deux Irlandes. Le principal agent de l'Angleterre, Lord Castlereagh, sut à quoi s'en tenir sur les dispositions des presbytériens de l'Ulster, lorsqu'il vint solliciter leurs suffrages dans le comté de Down pour siéger à Westminster. Il fut honni publiquement.

On s'avisait d'un autre procédé. Comment le caractériser ? Il semble bien que, pour ne pas se perdre en périphrases, il faille dire, avec M. Mac Neill : *Buying off*

Presbyterians. Depuis quelque temps déjà, l'Angleterre et ses agents se préoccupent de gagner à leur cause les presbytériens d'Irlande, en leur offrant des témoignages pécuniaires de sympathie. Les Mémoires de Castlereagh en font foi. Nous y lisons qu'après l'insurrection de 1798, un plan avait été élaboré, pour resserrer les liens entre le gouvernement et le synode presbytérien de l'Ulster. On proposait au synode d'établir dans la ville primatiale d'Armagh une Université pour le clergé dissident. Le projet n'aboutit pas. Mais l'idée qui l'inspirait subsista dans l'esprit du gouvernement, et déterminait une autre démarche. Le « don royal » fut augmenté dans des proportions suffisantes pour assurer aux trois catégories de ministres presbytériens (Castlereagh les avait ainsi répartis), des gratifications annuelles qui furent respectivement de 100, 75, 50 livres. Le Révérend Dr Black, principal intermédiaire dans les négociations, devait, pour sa part, toucher une somme annuelle de 400 livres. L'augmentation pour tous était appréciable, si l'on songe qu'antérieurement la *Royal Bounty* ne dépassait pas, au total, 6.329 livres par an.

Le résultat de la générosité royale, observe l'historien presbytérien Killen, fut de diminuer, avec la dépendance matérielle du clergé presbytérien, sa dépendance morale et politique, à l'égard des fidèles. Moindre sera pour lui, désormais la tentation de les suivre dans leurs révoltes contre les landlords et contre le gouvernement anglais. Mais, si les concours matériels et financiers créent une telle servitude pour les bénéficiaires, on a peine à croire que, devenu, à un titre nouveau, créancier de l'Angleterre, le clergé presbytérien ait conservé à son égard la même indépendance. En tout cas, le but poursuivi par les auteurs de la mesure ne peut

faire aucun doute. Un ministre de l'époque, le duc de Portland, reconnaît, dans une lettre au lord lieutenant d'Irlande, les intentions de l'Angleterre. On a voulu rendre le clergé presbytérien « plus dépendant et plus maniable ». Il déplore, du reste, de tels procédés. « Les chefs de notre politique se sont proposé d'asservir à leurs fins les ministres presbytériens de l'Ulster; et, à juger les choses impartialement, leurs mobiles ne s'inspirent ni de la religion, ni du patriotisme ». L'historien Killen s'efforce de revendiquer, pour ses coreligionnaires, le mérite d'avoir gardé la plénitude de leur indépendance. Vaine tentative! Il se désavoue lui-même. Que veut-il dire, en effet, lorsqu'en 1853, aux hommes politiques anglais qui proposent la suppression de ce « don royal », il objecte qu'une telle mesure porterait un coup redoutable, non seulement au protestantisme, mais « au pouvoir britannique, en Irlande? » Que veut-il dire encore, lorsqu'il déclare : « Les ministres presbytériens rendent largement à l'Etat ce que l'Etat leur donne sous forme de gratifications annuelles. C'est un fait que, dans les localités dont ils ont la charge pastorale, le gouvernement anglais n'a pas besoin d'employer la troupe? » Lord Castlereagh a donc imaginé un placement qui, financièrement et politiquement, devient très avantageux.

Cependant, après avoir trop nié, Killen excède dans l'affirmation. Le clergé presbytérien de l'Ulster conserva et conserve plus d'indépendance et plus de patriotisme que ne lui en accorde l'historien. Tous les ministres ne sont pas les dociles instruments et les agents zélés de la domination anglaise.

Les simples fidèles néanmoins offrent plus de résistance à l'influence des landlards et de l'Angleterre. Plus

d'une fois, au cours du XIX^e siècle, ils méritèrent l'épithète, que leur appliquait Milton, de *blockish*. On les vit, en particulier, petits fermiers exaspérés par les taux usuraires des fermages, faire cause commune avec leurs voisins catholiques, et, sinon partager avec eux les principaux coups dans la lutte, partager du moins avec eux les bénéfices de la victoire. Presbytériens et catholiques invoquèrent ainsi d'un commun élan les tribunaux établis par la loi de 1881, pour obtenir une réduction de leurs fermages et améliorer quelque peu leur condition.

Il ne fallait pas que l'entente durât. Il importait d'autant plus de remédier au mal qu'il risquait de s'aggraver sous le régime menaçant d'un *Home Rule*. Gladstone n'allait-il pas renforcer l'union des Irlandais, en même temps qu'il leur accorderait une certaine mesure d'indépendance? Une triple alliance se forme entre la féodalité anglo-saxonne d'Irlande, le capitalisme de l'Est de l'Ulster et l'impérialisme anglais, pour entraver et dérouter le mouvement démocratique et national. Leurs instruments et leurs dupes seront des paysans, des ouvriers surtout, fanatisés au cri de : *Home Rule, Home Rule*. Alors, dans des circonscriptions en grande majorité presbytérienne, comme le sud du Derry, et le nord de l'Antrim, où les députés nationalistes Healy et Pinkerton avaient, quelques années plus tôt, été triomphalement élus, on vit apparaître, avec les vieux préjugés et les colères irraisonnées, les signes avant-coureurs des scènes qui, en 1886, devaient déshonorer Belfast.

Dans les luttes de l'Ulster presbytérien contre le nationalisme irlandais au XIX^e siècle, faut-il voir uniquement l'action mauvaise d'un pouvoir attentif à diviser

pour régner ? Toute la haine qui s'y dépense est-elle d'importation étrangère ? Les historiens et les hommes politiques irlandais eux-mêmes y découvrent d'autres sources. Beaucoup parmi eux attribuent, pour une part, la situation actuelle de l'Ulster politique à une erreur de O'Connell. O'Connell qui poursuivait deux buts : l'émancipation des catholiques et la dénonciation de l'Acte de 1800, ne vit pas que le premier devait, dans l'ordre chronologique des efforts, passer en second lieu. Faire tout d'abord campagne en faveur des catholiques, avant que l'Irlande eût reconquis son indépendance, n'était-ce pas, en même temps que reconnaître la souveraineté du tribunal parlementaire auprès duquel on plaidait à Westminster, transformer la cause nationale de l'Irlande en une question religieuse ? L'Ulster protestant pouvait d'autant plus facilement s'y tromper, que le chef du nationalisme irlandais sollicitait, dans sa lutte pour l'émancipation, le concours de ces mêmes évêques dont plusieurs, on le savait, demeuraient hostiles au *Repeal*. A regret, douloureusement et de bonne foi, nombre de presbytériens de l'Ulster admirèrent le commentaire qu'on leur faisait de la pensée nationaliste. Les meneurs, en effet, ne manquèrent pas de leur dénoncer, dans le mouvement nationaliste, des intrigues du « papisme ». O'Connell pécha-t-il par distraction ? Ou bien sa tactique révélait-elle la réelle insuffisance d'un patriotisme généreux, mais illogique ? Quelle que fût la pensée intime de O'Connell, son erreur politique fut exploitée.

Dans l'histoire de l'Ulster unioniste, elle joue un rôle qu'il fallait rappeler. Ajoutons : un rôle secondaire. A défaut de cette fausse manœuvre, les hommes d'Etat anglais auraient trouvé quelque autre argument

favorable à leur cause. Que ne pouvait-on pas attendre de la politique traditionnelle formulée, naguère, par Castlereagh, le fidèle agent de Pitt, et toujours en honneur : *hallooing protestant against catholic and catholic against protestant ?*

Cette politique se tient volontiers dans la coulisse. Mais, quand l'intérêt de l'Empire l'exige, elle ne craint pas les feux de la rampe. Or, en 1886, le parti tory estima que le temps était venu de cesser toute feinte, et, sans fausse honte, d'aller opérer en pleine lumière sur la scène de l'Ulster. Lord Randolph Churchill, accompagné de Sir Stafford Northcote, tint le premier rôle. Sans circonlocutions, ni précautions oratoires, il convia le protestantisme ulstérien à la guerre sainte avec, et pour, le torysme anglais. *Ulster will fight, and Ulster will be right*. Belfast montra bientôt à l'Angleterre qu'il savait combattre, et l'Angleterre répondit à Belfast qu'il avait raison. Pour donner plus de champ libre aux émeutiers orangistes, le Secrétaire pour l'Irlande retira pendant des semaines toute force policière des quartiers où faisait rage leur ignorante fureur. Du reste, quand les énergumènes eurent épuisé leurs forces, quand en Angleterre, et ailleurs, on commença à crier au scandale, le même Secrétaire général, Sir Michael Hicks-Beach nia toute excitation venue d'hommes politiques anglais. L'émeute était toute spontanée et uniquement inspirée « par le loyalisme et la religion ». L'Angleterre jugeait opportun de rentrer dans la coulisse.

Sans plus d'embarras, ses hommes d'Etat et ses agents parleront et agiront de nouveau en public, dès que le « loyalisme » le demandera. Rappelons brièvement leur campagne de 1911-1914. De leurs actes et de leurs harangues, on a composé deux recueils, dont les titres

expriment exactement l'esprit révolutionnaire et anarchique : *The Complete Grammar of Anarchy; A Handbook for Rebels*. Que l'Irlande nationale repousse l'autorité britannique : cette attitude exprime logiquement une conviction intime et représente une révolte patriotique. Mais que des Anglais viennent exciter contre l'autorité de la Couronne un pays qu'ils déclarent légitimement soumis à la Couronne: une telle campagne ne peut se réclamer ni du patriotisme, ni du loyalisme; elle représente une entreprise anarchique. Or, telle est l'œuvre que poursuivirent dans l'Ulster les représentants et les agents de l'Angleterre, en vue de faire échouer le *Home Rule* proposé par M. Asquith. D'où les titres des deux brochures. Mais l'anarchie n'est que de façade, et le mécontentement de l'Angleterre d'apparence. En réalité, les « animateurs » de l'Ulster font son jeu, puisqu'ils excitent la guerre civile en Irlande. Ne remarque-t-on pas, du reste, que, simultanément avec les manœuvres en Irlande, se poursuit une campagne en Angleterre ? D'Angleterre même, de Londres, de Liverpool, de Birmingham, le duc de Norfolk, aux côtés de Sir Edward Carson, et sur la même estrade, envoie ses encouragements et ses promesses à l'Ulster unioniste; cependant que Lord Willoughby de Broke, et autres jeunes représentants de l'ancienne féodalité, recrutent, sur le papier du moins, une armée anglaise de renfort pour débarquer dans l'Ulster.

Mais voyons plus en détail comment, sur place, on travaille l'unionisme ultérien.

Le *Manuel du Rebelle*, de M. Thomas Johnson, se divise en deux parties : la première donne la liste chronologique, le calendrier mémorable, des épisodes

dont se compose la révolte de l'Ulster. Voici quelques dates et un certain nombre de faits :

Le 23 septembre 1911, Sir Edward Carson, qui n'est pas de l'Ulster, est officiellement reçu par le Capitaine James Craig, M. P., dans la résidence de ce dernier à Craigavon, près de Belfast. Le comte d'Erne préside la réunion. Des personnages de marque prononcent des discours, pour provoquer et affermir la résistance au *Home Rule*. Sir Edward Carson donne le ton : « Soyons prêts, le matin même où passera le *Home Rule*, à prendre en main le gouvernement de la province protestante de l'Ulster ».

Le 25 septembre 1911, conférence à Belfast de 400 délégués unionistes, sous la présidence de Sir Edward Carson. On adopte cette résolution : « Le gouvernement de Sa Majesté ayant signifié son intention de faire voter une loi de *Home Rule* pour l'Irlande, et nous, de notre côté, ayant maintes fois exprimé notre résolution de ne pas nous soumettre au *Home Rule*, voici l'heure venue pour nous de considérer comme un impérieux devoir d'instituer un Gouvernement provisoire de l'Ulster ».

Le 9 avril (mardi de Pâques) 1912, manifestation à Balmoral, Belfast. 150.000 hommes défilent militairement devant M. A. Bonar Law, M. P., le nouveau leader unioniste aux Communes.

Le 27 juillet 1912, manifestation unioniste à Blenheim, sous la présidence du duc de Marlborough. Mr Bonar Law s'engage, au nom du parti unioniste, à soutenir l'Ulster, par tous les moyens, « y compris la force », dans sa résistance au *Home Rule*.

Le 28 septembre 1912, on dit bien haut que 250.000 hommes ayant plus de 16 ans, ont signé le *Covenant*, s'engageant à « se tenir les coudes et à employer tous

les moyens nécessaires » pour faire échec au projet de *Home Rule*.

Le 4 juin 1913, un journal de Belfast annonce triomphalement que des armes sont régulièrement introduites en Irlande depuis plus d'un an et demi, c'est-à-dire depuis qu'un Acte du Parlement, en supprimant le veto, « a renversé le boulevard que la Chambre des Lords dressait contre le *Home Rule* ». De fait, des armes et des munitions sont saisies par la douane à Belfast, à Dublin, à Londonderry, etc.

Au mois de juillet 1913, les membres des groupements unionistes sont invités à répondre à toute une liste de questions : A quelle loge orangiste appartenez-vous ? A quel club ? Avez-vous fusil de chasse ou fusil de guerre, revolver ?

Le 24 septembre 1913, réunion du Conseil unioniste de l'Ulster ; constitution du Gouvernement provisoire.

Le 27 septembre 1913, revue et défilé des régiments de Belfast devant Sir Edward Carson, le Général Sir George Richardson, le Colonel Hackett Pain, ces deux officiers étant, le premier général commandant en chef les volontaires de l'Ulster, l'autre son chef d'Etat-Major.

Le 7 octobre 1913, un journal de Belfast annonce que le Duc d'Abercorn a mis sa résidence de Baronscourt, dans le Comté de Tyrone, à la disposition des Volontaires. Le Duc d'Abercorn lui-même y commande un camp d'instruction où 300 hommes suivent des classes d'infanterie, des exercices de tir, des cours du génie.

Le 14 mars 1914, au *Ritz Hôtel*, à Londres, dîner en l'honneur de Sir Edward Carson, auquel on offre une épée à la fine lame d'acier, à la poignée d'argent brillant. Parmi les convives, on ne saurait oublier le Lieutenant-Général Sir Bryan Mahon, qui, après avoir ainsi

manifesté son esprit partisan en faveur des orangistes, fut choisi par le Gouvernement britannique, en novembre 1916, pour commander en chef les troupes d'occupation de l'Irlande.

Le 20 mars 1914, manifestation au camp du Curragh : à l'exemple du Général Gough, 70 officiers sur 76 offrent leur démission, pour n'avoir pas, le cas échéant, à réprimer les rebelles de l'Ulster.

Le 24 avril 1914, débarquement d'armes à Larne, Bangor et Donaghadee. Un journal de Belfast, déjà cité, le *Northern Whig*, rendait plus tard ainsi compte de l'opération. Malgré la proclamation du Gouvernement interdisant l'importation d'armes, malgré la surveillance de la police et des agents de la douane, plus de 35.000 fusils et 2.500.000 cartouches, le tout acheté sur le Continent, avaient été débarqués sur les trois points indiqués plus haut. L'opération, préparée et exécutée avec autant d'habileté que d'audace, s'était faite sous couvert d'exercices de mobilisation... Le Premier Ministre promet aux nationalistes de prendre des mesures immédiates contre les délinquants. Et le Gouvernement envoya bien une flottille de contre-torpilleurs sur la côte de l'Ulster, pour prévenir un nouveau débarquement d'armes. Mais les approvisionnements suffisaient pour le moment. Quant aux chefs du parti unioniste, qui avaient activement pris part à l'opération, on n'essaya même pas — le journal en triomphe — d'entamer contre eux des poursuites.

Le 7 juillet 1914, la police de Durham saisit sur un des quais de Stockton-on-Tees 150.000 cartouches. Quatre wagons étaient remplis de sacs soi-disant remplis de ciment. Pendant qu'on déchargeait les wagons, un des sacs creva, et des cartouches roulèrent à terre. Le

Police Sergeant Dodds, qui mena l'enquête, déclara que les sacs étaient à destination de Belfast.

Le 26 juillet 1914, les Nationalistes, à leur tour, débarquent des armes à Howth. Contre les Nationalistes, la police et la troupe interviennent.

Le 27 juillet 1914, le *Belfast News-Letter* rend compte de cette intervention policière et militaire et, dans le même numéro, relate comment, le samedi précédent, un régiment de volontaires unionistes a défilé à travers les principales rues de Belfast, accompagné de deux mitrailleuses Colt et d'une mitrailleuse Maxim.

Le 26 septembre 1914, Sir Edward Carson déclare que, la Grande Guerre terminée, il convoquera le Gouvernement provisoire, et qu'en dix minutes, l'Ulster sera débarrassé du *Home Rule*. En attendant, tant qu'il sera le leader du mouvement insurrectionnel, il s'opposera à ce qu'un seul fusil sorte de l'Ulster, et il consentira à ce que l'importation soit aussi considérable qu'on voudra.

Telles sont, dans le *Manuel de l'Insurgé*, les principales dates du calendrier.

Après le calendrier, parcourons l'anthologie, le *florilège*, des belles maximes unionistes.

A tout seigneur, tout honneur. Voici quelques extraits des harangues prononcées par le Très Honorable Sir Edward Henry Carson.

A Portrush, Comté d'Antrim, le 26 septembre 1911 :

On m'a remis ce télégramme, comme j'entrais dans la salle, et puisque je l'ai dans ma poche, je peux bien vous en donner connaissance. Il est d'un commandant de la Marine royale qui habite l'Angleterre. Je ne le connais pas ; c'est spontanément qu'il m'a envoyé ce télégramme : *Je désire être mis en communication avec vos troupes pour offrir mes services à l'Ulster*

en cas de besoin. Croyez-vous que ce soit un cas isolé? Des milliers de partisans brûlent de venir à notre secours.

A *Blenheim*, le 27 juillet 1912 :

Nous mettrons bientôt le Gouvernement au défi de se mêler de nos affaires, s'il l'ose... Il peut nous dire, si cela lui plait, que c'est de la trahison... Dans la lutte, nous ne sommes pas seuls ; nous avons le meilleur de l'Angleterre avec nous.

A *Enniskillen*, le 18 septembre 1912 :

...Nous allons prendre le plus solennel engagement... Nous jurons, dans toutes les mesures qui seront nécessaires pour résister à ce projet de *Home Rule*, même s'il devient une loi, de marcher comme un seul homme.

A *Willowfield*, Belfast, le 17 mai 1913 :

Le *Covenant* est un défi au Gouvernement ; et on n'ose pas le relever. Il est signé par des hommes de loi distingués... Il est signé par des soldats en uniforme, par des hommes de la police en uniforme et par des fonctionnaires à la solde du Gouvernement. Et on n'ose pas toucher à un seul d'entre eux.

A *Belfast*, le 12 juillet 1913 :

Nous avons la promesse plusieurs fois répétée de notre grand leader, M. Bonar Law... assurant, au nom de tout le parti unioniste, que, dans les circonstances présentes, quelles que soient les mesures auxquelles nous devons recourir, nous aurons derrière nous tout le parti unioniste dont il est le chef.

A *Antrim*, le 20 septembre 1913 :

Nous avons notre général (Sir George Richardson) sur l'estrade aujourd'hui. Je vois qu'on s'est ému quand on a enfin constaté que ce grand général était des nôtres... Mais je dis au Gouvernement davantage. Je lui dis que nous avons des engagements et des promesses des plus grands généraux de

l'armée, et qu'en temps voulu, si besoin est, ils viendront nous prêter main forte.

A *Chester*, le 23 janvier 1914 :

Quand viendra l'heure, je crois que le Gouvernement trouvera devant lui tout le parti unioniste et conservateur de Grande-Bretagne.

M. Smith M. P., à *Belfast*, le 12 juillet 1913 :

...La crise actuelle a fait surgir un de ces suprêmes cas de conscience, dans lesquels sont submergées les limites ordinaires de ce qui est permis, dans la résistance à la loi positive. Quelles que soient les conséquences, nous ne reculerons pas, quand même tout l'édifice de l'Etat en serait ébranlé...

A *Liverpool*, le 10 janvier 1914 :

Je soutiendrai, à tout prix, les hommes de l'Ulster dans leur résistance au *Home Rule*. J'irai plus loin, et je dirai que, si le Gouvernement ose engager la lutte, je viendrai à Liverpool et demanderai aux citoyens de Liverpool de jouer leur rôle, le grand jour venu.

M. Campbell, M. P., à *Swansea*, le 12 mars 1914 :

Je conviens que la guerre civile est le chemin du danger. Mais c'est aussi le chemin du devoir ; et je suis convaincu qu'il n'y a pas d'autre alternative pour ces hommes, s'ils trouvent en eux-mêmes les traditions et l'idéal de ceux qui les ont devancés.

M. Robert Thompson, M. P., à *Belfast*, le 8 avril 1912 :

Nous pouvons compter sur tout l'ordre des orangistes, qui, nous le savons d'avance, résisteront jusqu'à la mort. Nous avons aussi tous les membres des clubs unionistes, 200.000 hommes environ, dont la détermination est égale. On nous a promis un bon contingent du Canada. Nous aurons du renfort d'Australie, des hommes de l'Afrique du Sud. Ce qui

est merveilleux, c'est que, comme j'é l'ai appris, il y a quelques mois, l'Allemagne a suivi les développements du mouvement. Elle possède les plans complets de chaque dock de Belfast... elle a un officier désigné pour mener la campagne nécessaire.

Et après tous ces discours de guerre civile et ces actes de rébellion, qu'arriva-t-il ? L'Angleterre distribua des récompenses. Sir Edward Henry Carson fut nommé, en mai 1915, Attorney général d'Angleterre ; en octobre 1916, Premier Lord de l'Amirauté ; en juillet 1917, membre du Cabinet de Guerre, sans portefeuille. Sir Edward s'appelle maintenant Lord Carson.

Le Très Honorable A. Bonar Law fut nommé : Secrétaire pour les Colonies en mai 1915, puis Chancelier de l'Echiquier, demeurant toujours chef du parti unioniste.

M. Smith devint le Très Honorable Sir Frédéric Edwin Smith, Chevalier, Conseiller privé, Attorney général d'Angleterre en novembre 1915, après avoir été nommé, au mois de mai de la même année, Solicitor general d'Angleterre.

M. Campbell devint le Très Honorable Sir James Henry Mussen Campbell, Lord Chancelier d'Irlande, après avoir été successivement Attorney general d'Irlande en avril 1916, et Lord Chief Justice d'Irlande, en décembre de la même année.

M. Duke et M. Moore devinrent M. Justice Duke et M. Justice Moore. Le Capitaine James Craig devint le Lieutenant-Colonel Sir James Craig, Trésorier de la Maison de Sa Majesté en 1917. Lord Charles Beresford devint le Baron Beresford.

Tous les promoteurs de la guerre civile en Ulster ne sont pas aussi généreusement récompensés par le Gouvernement britannique. Il n'aurait pu y suffire. Du

moins, pour aucun rebelle, la révolte n'entraîne de sanction : ni exécution capitale, ni emprisonnement, ni déportation, ni coups de bâton de la police. N'est-il pas évident que les rebelles de l'Ulster sont les compères ou les marionnettes des torys anglais ?

L'Ulster — l'histoire la plus récente le confirme — ne représente pas spontanément le parti de l'opposition au nationalisme irlandais. Un journal anglais, le *Catholic Times*, du 21 août 1920, cite cette appréciation du Dr Hallinan, évêque de Limerick : « Il n'y a pas de question de l'Ulster ; il n'y a que les difficultés suscitées par le Gouvernement britannique et par ses agents et ses dupes en Irlande. » C'est qu'au moment où l'évêque de Limerick rappelle cette vérité, la main de l'Angleterre se trahit de nouveau dans les *pogroms* du « coin nord-est ».

À la Chambre des Communes, si M. Devlin, formulant cette accusation, prend le ton d'un simple rapporteur, c'est visiblement qu'il veut observer les conventions parlementaires. Mais l'accusation a retenti. « On pense généralement, en Irlande, que l'Angleterre joue à la guerre religieuse dans l'Ulster, pour bien montrer quelles effroyables divisions déchirent l'Irlande, et quelles y seraient les conséquences d'un Gouvernement autonome. » Un an plus tard, le même orateur reprend la même accusation, mais sans réserves, cette fois, et avec des précisions. Non seulement il dénonce les crimes des Forces de la Couronne, mais il remonte aux supérieurs responsables. Ils sont au banc du Gouvernement, ceux à qui, finalement, revient la responsabilité « de cruautés aussi épouvantables peut-être que les atrocités commises en Arménie et autres pays trop fameux par les horreurs qui s'y accomplissent ». Et les

échos que provoque la voix de l'accusateur ne sont pas tous des protestations. Un unioniste, M. Mosley, stigmatise le Gouvernement pour avoir permis aux « auxiliaires » de se former en « bandes d'assassins », et pour répandre dans les milieux militaires et policiers en Irlande ce *Weekly Summary*, avec ses incitations hebdomadaires au meurtre. M. J. Jones ne contient pas son indignation, lorsque le Secrétaire pour l'Irlande annonce qu'il va encore prendre la défense des soldats et agents britanniques à Belfast. « Vivent les assassins en chef », s'écrie-t-il. La fureur des collègues, les sommations du *Speaker* n'obtiennent aucune rétractation. M. Jones doit quitter la Chambre des Communes, mais non sans avoir, à deux reprises, crié de nouveau son indignation : « Bonsoir, tas d'assassins », « Bande d'assassins ».

Les *pogroms* qui, avec des périodes de rémission, sévissent dans le Nord-Est de l'Irlande, et particulièrement à Belfast, depuis le mois de juillet 1920, sont assurément provoqués et exécutés par des gens de l'Ulster. M. Mac Neill, rendant compte de cette triste campagne, ne nie pas que l'Angleterre trouve en Irlande des représentants bénévoles et des interprètes actifs de la grande pensée impériale : diviser pour régner. Il précise même l'origine locale des scènes qui commencèrent le 21 juillet. Sans crainte et sans risque d'être démenti, il signale une réunion d'employés des chantiers *Workman and Clark*, présidée par l'un d'entre eux, et à laquelle prirent successivement la parole un personnage bien connu, venu tout exprès de Bangor, et un autre de notoriété moindre, arrivé de Derry. Ces messieurs n'invitèrent pas expressément leurs auditeurs à jeter à l'eau leurs camarades nationalistes, ou à les abattre à coups

de revolver. Une telle précision n'eût été ni prudente, ni nécessaire. Ils dénoncèrent seulement le fanatisme des catholiques et leur situation privilégiée dans les ateliers ou chantiers, laissant à leurs auditeurs le soin de conclure. Sans tant de façons, l'homme qui faisait fonction de président demanda si l'on avait des revolvers. Quelqu'un tira le sien. Aussitôt, les applaudissements d'éclater. Alors, il faut se mettre à l'œuvre ; et par acclamation l'on adopte la proposition du président, de chasser des chantiers-est de Harland et Wolff, les *sinn feiners* et les *fenians* (entendez : catholiques). A deux heures de l'après-midi, ce même jour, les *pogroms* commençaient.

Telles sont, à Belfast, les origines immédiates des désordres. Mais les *pogroms*, remarque M. Mac Neill, se préparaient depuis longtemps. Plusieurs années avant la guerre, on y songeait. Cette fameuse « guerre civile », dont les porte-parole de l'unionisme agitaient le spectre menaçant, quand il s'agissait du Home Rule et de l'Ulster, signifiait-elle autre chose ? On se proposait de massacrer ou de chasser les catholiques de six comtés, afin de former l'« Ulster homogène ». Dans les douze mois qui précédèrent la guerre, avis en fut plusieurs fois donné à M. Mac Neill. Celui-ci, enfin, précise que la menace fut proférée au cours de certaine conférence fameuse tenue en juillet 1914, au Palais de Buckingham. Et comme la haine ne naît pas spontanément entre protestants et catholiques irlandais — on le voit par le reste de l'Irlande — une campagne de propagande fut entreprise pour susciter et attiser, à Belfast particulièrement, la fureur sectaire.

A maintes reprises, les journaux et autres publications d'Irlande ont dénoncé la manœuvre. On lit, dans le *Bulletin Irlandais* du 22 septembre 1921 : « Les offensi-

ves contre les Irlandais... ont été adroitement provoquées et dirigées par des meneurs occultes, travaillant pour le compte de la domination anglaise. » Jusqu'à une certaine limite, la tactique réussit. La propagande britannique fit valoir auprès de l'opinion étrangère les désordres de l'Ulster pour conclure à la nécessité de maintenir, sous le sage gouvernement de l'Angleterre, un peuple divisé et indiscipliné. Mais le même journal estime que les propagandistes ont dépassé la mesure et ne peuvent plus en imposer à la crédulité de l'étranger. Les désordres de Belfast font un si révoltant contraste avec le spectacle de l'ensemble du pays ; la trêve est si exactement observée dans les régions nationalistes, si brutalement violée dans les centres unionistes, qu'il faut chercher la cause des désordres ailleurs que dans le sentiment national, ou dans les différences religieuses. « Animateurs » et profiteurs de la guerre civile ne sont-ils pas les mêmes ?

Le *Bulletin* accuse le Gouvernement anglais d'une « complicité passive » et d'une « complicité active ». Les persécutions, les massacres, la destruction des biens, tous les désordres dont les villes de Belfast et de Derry sont les centres durent, avec quelques interruptions, depuis 14 mois. Or, un fait se détache en relief : une singulière coïncidence. Les désordres ont commencé dans le nord-est, au moment même où l'Angleterre « intensifiait » sa campagne militaire dans le sud, l'est et l'ouest. Le *Bulletin* se refuse à considérer comme fortuite une telle simultanéité, et, dans l'activité synchronique et sympathique de l'armée d'occupation et des bataillons orangistes, il constate l'unité de commandement.

Complicité passive du Gouvernement, lorsqu'il s'abs-

tient d'appliquer à Belfast, centre de troubles particulièrement graves, les mesures draconiennes imposées à des localités de bien moindre importance et de mœurs singulièrement plus paisibles. Complicité passive, lorsque le Lord Maire de Belfast refuse de donner satisfaction aux conseillers nationalistes et de prendre lui-même des mesures pour réprimer l'émeute, alors qu'il autorise des groupements exclusivement orangistes et suspects de partialité à faire la police de la ville. Complicité passive, lorsque les officiers de l'armée et de la police négligent les avertissements qu'ils reçoivent et laissent éclater les désordres.

Complicité active, lorsque, non content de couvrir ses agents en toutes circonstances, et d'excuser, de justifier, ou de nier, leurs tristes exploits, le Gouvernement forme de nouvelles bandes hostiles aux nationalistes, et les arme de bombes, de fusils et de revolvers. C'est en novembre 1920 qu'il organise, sous le nom de *special constabulary*, le premier de ces groupements. Police vraiment « spéciale », en effet, qui se recrute parmi les pires émeutiers des mois précédents ! Faut-il s'étonner si, à Belfast, et en diverses localités des 6 comtés, les violences redoublent, et si, dans le malheureux coin nord-est, attentats contre les biens et contre les personnes deviennent de quotidiens et vulgaires faits-divers ? Finalement, comme il doit arriver, l'Angleterre, dans la personne de ses agents, se trouve parfois aux prises avec elle-même. C'est l'aventure qui eut lieu à Clones. Une nuit, un cabaretier de l'endroit est réveillé par la « police spéciale » qui est arrivée, dans un camion automobile, de Newtonbutler, petite ville voisine. Les « Forces de la Couronne » somment le cabaretier d'ouvrir. Celui-ci se garde d'obtempérer et, si som-

mairement vêtu qu'il se trouve, il s'enfuit et va conter sa mésaventure aux autres « Forces de la Couronne » qui sont dans le pays. Les policiers « ordinaires » — car c'est à eux que l'homme s'est adressé — arrivent sur les lieux et trouvent leurs frères d'armes, les « spéciaux », qui, après avoir enfoncé la porte du cabaret, sont en train de le dévaliser, chargeant sur leur camion denrées diverses et bouteilles de limonade au gingembre (qu'ils prennent peut-être pour du whisky). Lutte, échange de coups de fusil entre les « ordinaires » et les « spéciaux ». Finalement, la victoire reste aux premiers. Les « spéciaux » sont arrêtés. La seule menace, du reste, suspendue sur leur tête, pour un brigandage que l'autorité anglaise appelle simplement « acte d'indiscipline », c'est qu'ils risquent d'être licenciés. C'est tout. C'est peu !

Parfois, cependant, il est indispensable de frapper les coupables. Ainsi, la Cour d'Assises de Belfast condamne le « spécial » nommé Nathaniel Rodgers à 3 ans de servitude pénale, pour vol avec menaces. Rodgers, qui a déjà eu maille à partir avec la justice, avertit la Cour que, « si on le renvoie en prison, il préparera d'autres coups ». L'avenir, du reste, observe le *Bulletin Irlandais*, lui ouvre encore d'intéressantes perspectives. Au sortir du bagne, ne pourra-t-il pas trouver place dans les rangs des *Black and Tans* ?

Nous annonçons deux nouveaux instruments de guerre civile. Le premier fonctionne déjà, et l'Angleterre le manie à découvert, quitte, lorsqu'il est trop bruyant et risque de faire scandale, à retirer précipitamment la main. Nous avons nommé : la *special constabulary*. Mais, secrètement, un instrument nouveau se fabrique, qui doit être d'une bien autre efficacité. En

plus des autres agents ou représentants de la Couronne, en plus des soldats, « cadets », « auxiliaires », police royale, police spéciale, *Black and Tans*, on met à l'étude le projet d'une véritable armée. Examinons plutôt ce document, daté du 9 novembre 1921, et portant la mention : secret. Il émane du Bureau du Commissaire divisionnaire de Police à Belfast, et s'adresse à tous les commissaires, inspecteurs et commandants de la région dite des 6 comtés. L'objet en est de répartir le pays en autant de zones qu'on y pourra lever de bataillons de volontaires. L'autorité anglaise sait que nombre d'hommes concourent spontanément au maintien de l'« ordre » unioniste. Qu'on leur demande s'ils veulent, le cas échéant, être enrégimentés, prêts à faire campagne au premier signal, et à se porter sur tel point qui leur sera désigné. Les conditions requises sont des aptitudes, et, s'il est possible, l'expérience militaire, mais surtout un loyalisme ferme et certain. On indiquera au Commissaire divisionnaire le nom des hommes capables de prendre un commandement. Dès l'heure de la mobilisation, dans la zone qui leur sera assignée, ils auront toute liberté d'action. Suivant les réponses qu'il recevra de ses subordonnés, le Commissaire de Belfast leur enverra des instructions ultérieures. Résoudra-t-il alors le problème que cette première communication soulève ? On se demande, en effet, si l'armée nouvelle, que le Gouvernement se proposait d'organiser à l'insu des nationalistes, est destinée à prévenir, ou bien à provoquer, une phase nouvelle de la guerre entre l'Angleterre et l'Irlande. On se demande quel sera l'emploi de cette liberté laissée aux officiers de bataillon, et à quelle besogne se porteront ces *free hands* qu'on leur assure. Les « cadets » aussi et les *Black and Tans* jouissent du

privilege des *free hands*, on sait avec quels résultats pour « la loi et l'ordre » en Irlande !

L'Angleterre inspire, appuie et stimule l'Ulster unioniste contre l'Irlande nationale. Voilà une vérité qui s'éclaire d'une lumière toujours plus crue.

C'est bien d'Angleterre que vint la *partition policy*, cette organisation d'un Etat de 6 comtés détachés du reste du pays. Lord Carson lui-même repoussait tout d'abord cette idée. « Je ne connais ni 6 comtés, ni aucune autre combinaison de comtés ». Et lorsqu'à la veille de la guerre, le projet de division fut soumis à Carson et à Redmond dans ce conciliabule, d'où le *leader* nationaliste sortit sans profit pour son pays et sans gloire pour lui-même, on sait maintenant que, depuis plusieurs années, il avait fait l'objet de conventions secrètes entre libéraux anglais et *tories*.

C'est l'Angleterre qui, dans les 6 comtés, pratiqua ce découpage de circonscriptions si favorable à la cause de l'orangisme et de l'unionisme.

C'est elle qui « fit » les élections du mois de mai dernier dans son fief du nord-est. « Sinistre comédie », déclare le *Bulletin Irlandais*. Les colons anglais, déclare le journal, ont réussi, à force d'intimidation, de fourberie, de violence, de fraude, à obtenir 40 sièges sur 52. Il accuse le Gouvernement anglais d'avoir soutenu « dans ses crimes et illégalités électorales, une population immigrée fanatique ». La *special constabulary* n'intervint que « pour aider et encourager les saboteurs de l'élection ». En présence des brutes ivres d'alcool ou de haine, qui frappaient les votants nationalistes, ou soupçonnés de l'être, les « spéciaux » restèrent impassibles. Tandis qu'on écartait des urnes, et par quelles violen-

ces ! les nationalistes et les républicains, on faisait voter, pour la cause unioniste, des absents et des morts.

Une fois de plus, nous constatons « le rôle de la minorité ulstérienne comme instrument de la domination anglaise ».

L'armée régulière, elle-même, et le Gouvernement impérial collaborent, dans un même plan de campagne, en faveur de l'Ulster unioniste. Une lettre, adressée le 16 juin dernier par Sir Henri Wilson, Chef de l'Etat-Major Général, à Sir James Craig, Premier Ministre de l'Ulster, en fait foi. Dans cette lettre, que ni l'auteur, ni le destinataire, n'ont sans doute livrée spontanément à la publicité, le Général Sir Henry Wilson y manifeste, tout à la fois, ses sympathies et sa prudence. Nul spectacle ne l'aurait plus charmé que l'ouverture du nouveau Parlement. Il doit néanmoins s'en priver. Il est de cœur avec ses amis de l'Ulster ; mais comme il s'attend à être aussi de fait et en acte avec eux, comme chef de l'armée britannique, il doit sauver les apparences, et éviter qu'on l'accuse de mêler l'armée à la politique. Soit. Mais on saura, du moins, par un nouveau témoignage ajouté à tant d'autres, le rôle de son Gouvernement à l'égard de l'opposition ulstérienne.

CHAPITRE V

UNE POLITIQUE DE NEGATION

Au fait, l'Ulster unioniste a-t-il une volonté ? Quel est son idéal politique ?

Nul journal, peut-être, n'a pressé la question avec autant de vigueur logique que le *Daily Herald* (20 juillet 1921). On voit bien que les unionistes de l'Ulster, invariablement, contredisent les aspirations nationales de l'Irlande, et que, dans le sens le plus négatif du mot, leur âme est vraiment protestante. Mais on voit mal l'idéal qu'ils veulent substituer à celui de leurs compatriotes, et quelle politique constructive ils revendiquent contre le nationalisme. Le *Daily Herald* leur pose cette triple alternative. Diront-ils qu'ils se réclament de l'Acte d'Union et qu'ils entendent reconnaître toujours l'autorité du Parlement anglais ? Mais, pour ne pas multiplier les exemples, quelle fut leur attitude à l'égard d'un *Home Rule* régulièrement voté à Westminster ? Le *Daily Herald* refuse à l'Ulster le droit de se déclarer partie intégrante et loyale du Royaume-Uni.

L'Ulster unioniste abhorre plus que tout l'idée de faire partie d'un Etat irlandais. Il récuse son autorité.

Resterait une troisième attitude logique : se déclarer indifférent au conflit qui met aux prises l'Irlande et l'Angleterre, et ne réclamer que la paix avec l'autonomie. Mais l'Ulster unioniste accueille et même sollicite le concours et les ressources du Gouvernement anglais.

Encore une fois, quelle est la volonté politique des hommes de Belfast ? Non, ils ne méritent pas le nom dont ils s'appellent, et leur unionisme est vraiment bien fragile et bien conditionnel. Plutôt que d'accepter le *Home Rule*, et la décision du Parlement anglais, n'étaient-ils pas disposés à transférer leur allégeance à l'Empereur d'Allemagne, et leurs menaces de révolte contre l'Angleterre n'ont-elles pas encouragé les projets belliqueux du parti militariste allemand ? C'est bien un journal de la faction unioniste, *The Irish Churchman*, du 14 novembre 1913, qui triomphait et menaçait en ces termes :

Tous les unionistes ne savent peut-être pas qu'un puissant monarque continental a offert de nous aider dans le cas où la loi de *Home Rule* serait mise en vigueur... Il est prêt à envoyer une armée assez forte... pour rattacher l'Irlande à son empire... Et si le roi donne sa signature au projet de *Home Rule*, les protestants irlandais souhaiteront la bienvenue à ce sauveur continental.

N'était-elle pas aussi menaçante et triomphante, cette note parue le 27 août 1913, dans le *Belfast Evening Telegraph* : « Sir Edward Carson eut l'honneur de recevoir une invitation à dîner avec le Kaiser, la semaine dernière, à Hambourg. »

M. Gerrard, ambassadeur des Etats-Unis à Berlin, a enregistré l'effet produit là-bas par les révoltés de l'Ulster.

« La levée de l'armée ulstérienne par Sir Edward Carson, bluff gigantesque... a été rapportée par les espions allemands comme un vrai mouvement révolutionnaire ; et, évidemment, les Allemands croyaient que l'Irlande se mettrait en révolte dès la déclaration de la guerre ».

Cependant, nous avons rappelé comment l'Angleterre traita les rebelles de l'Ulster. Pouvait-elle plus manifestement avouer qu'ils faisaient son jeu, et qu'en se révoltant, d'accord avec les chefs du torysme, contre son apparente volonté législative, ils obéissaient, suivant la tradition trois fois séculaire, à sa volonté impériale ? Le jeu offrait ses dangers pour les deux partenaires. Mais jusque-là l'un et l'autre en avaient tiré si bon profit ! Tout nous ramène à cette conclusion : L'Est-Ulster et l'Angleterre ont lié partie. La « garnison » anglaise de l'Irlande travaille à diviser le pays, pour l'avantage de ses maîtres ; et de ceux-ci elle exige en retour un traitement de faveur et le maintien de l'*Ascendancy*. L'auteur de *Ulster and Ireland*, M. James Winder Good, fait observer que l'orangiste ne tient pas à l'Empire par un indéracinable amour, et que ce type d'humanité, dont on nous vante la farouche et intraitable énergie (*grim resolution, adamantine, dour*), n'est pas dénué de toute souplesse. Sa principale vertu consisterait même dans un culte très respectueux, sinon tout à fait désintéressé, pour la force. Qu'adviendra-t-il de son loyalisme et de son impérialisme, le jour où du rivage irlandais sera parti le dernier soldat britannique ? Mais les temps ne sont pas encore révolus. Les deux partenaires estiment toujours expédient d'observer à l'égard l'un de l'autre les règles et les conventions du jeu.

Et voilà ce qui, d'abord, explique l'attitude et la ré-

putation de l'Ulster. L'Ulster ne transige pas. L'Ulster paraît se dresser immuable et raidi dans son illogisme politique ; ignorant, tout à la fois, l'idée traditionnelle de patrie et l'idée progressiste de gouvernement populaire. La guerre s'est déchaînée sur le monde, bouleversant d'immenses étendues de terrain, remuant plus profondément encore les esprits. Des questions se posent, des rectifications s'imposent. L'unioniste de l'Ulster, lui, n'éprouve ni angoisse, ni curiosité. Dans sa conscience politique, il ne trouve rien à modifier, rien à examiner. Après, comme avant la guerre, il proteste contre le Gouvernement national de l'Irlande. Il proteste, c'est là sa fonction. Il proteste à tour de bras. Tel le tambour orangiste qu'un humoriste décrivait : frappant sa caisse, en l'honneur de Guillaume d'Orange, jusqu'à mettre ses poignets en sang ; frappant encore dans son sommeil ; enfin, pris d'une telle frénésie que, pour plus de sûreté, après sa mort, on l'ensevelit les poignets attachés.

La monotone et frénétique protestation que nous signalons n'est pas une hyperbole. Sauf le souci d'avantages qui n'ont rien de commun avec le bien général, on ne trouve pas autre chose dans le programme orangiste qu'une persistante opposition à la volonté nationale. C'est l'« ulstérie », pire que l'hystérie. Pour l'orangiste, les événements militaires de 1916 et les élections de 1918 en Irlande ne signifient rien. Ne signifient rien non plus les promesses de l'Angleterre aux petites nations ! M. Henry, dans son livre sur *L'Evolution du Sinn Féin*, fait à ce sujet trop d'honneur à la perspicacité des unionistes de l'Ulster. Ils n'eurent pas plus de mérite intellectuel, au cours de la guerre, à deviner, sous le nouveau langage libéral, les persistan-

tes intentions de leurs alliés, qu'ils n'eurent de mérite moral, de 1911 à 1914, à braver un Gouvernement que leurs défis même servaient. Unioniste de l'Ulster et impérialiste d'Angleterre ont eu le temps de se comprendre, depuis des siècles que, sous des noms variés, conservant le même personnage, ils restent partenaires en se traitant parfois d'adversaires, et travaillent chacun pour soi en opérant l'un pour l'autre ! L'orangiste connaît ses fonctions et ses droits, client de l'Angleterre d'autant plus exigeant, qu'il se montre révolté ponctuel.

CHAPITRE VI

LA « DIFFICULTE DE L'ULSTER » CAUSE ET REMEDE

Refuser l'autonomie nationale à l'Irlande, parce que l'Ulster n'en veut pas, c'est assurément peu conforme à la loi constitutionnelle des majorités. L'exception est d'autant plus arbitraire qu'ici la minorité a été formée et est maintenue par des procédés qui en disqualifient les suffrages. L'étonnement s'accroît, quand on entend les partisans de l'Ulster invoquer le nom de Lincoln. Lincoln a combattu les Etats du Sud voulant se séparer des Etats du Nord. Les hommes d'Etat, qui s'emploient à séparer 6 comtés de l'Irlande des 26 autres comtés, ne peuvent, sans défier la logique et l'histoire, invoquer le grand nom de Lincoln.

Dans sa récente étude sur *Le Drame Irlandais* (*Revue des Deux-Mondes*), M. Paul-Dubois rappelle ainsi pourquoi et comment l'Angleterre et Belfast se tiennent jusqu'à présent parole :

Le salut de l'Ulster est la suprême loi, car l'Ulster est le gage de l'Angleterre en Irlande, son instrument de domina-

tion ; il est le « coin » enfoncé dans l'île verte pour y assurer à la fois l'autorité britannique et la discorde irlandaise.

C'est une théorie très répandue chez les Anglais, que l'obstacle à la solution de la question irlandaise, c'est justement l'Irlande, c'est cette maison divisée contre elle-même, ce sont les dissensions des Irlandais... Mais ces divisions irlandaises, n'est-ce pas l'Angleterre elle-même qui, l'histoire nous l'enseigne, les a engendrées et entretenues, par application de la maxime politique du *divide ut imperes*. Que l'Irlande ait été et soit encore divisée, cela n'empêche pas qu'elle ne représente à la vérité autre chose qu'une expression géographique : de par l'histoire, elle est une « nation », bien que cela ait toujours été l'objet de la politique anglaise de réduire cette « nation » à l'état de « question ».

Si l'on veut convenir que la guerre civile est un mal, le remède au mal est bien simple :

Il ne s'agit pas d'employer la force à l'égard de l'Ulster. Que l'Angleterre abandonne simplement l'Ulster à lui-même, et on verra le problème tendre à trouver tout naturellement sa solution.

Si l'Ulster est antinationaliste, c'est par « la collusion des *tories* avec les orangistes ». S'il est en révolte contre la nation irlandaise, « c'est qu'un grand parti anglais l'y encourage et en profite ». Que les « animateurs » et les exploités se retirent : l'Ulster viendra de lui-même à résipiscence. Il sait que, séparé de son *hinterland*, il doit souffrir et s'appauvrir. Et peut-il ignorer qu'après le landlordisme, le tour de l'orangisme viendra, et que cette « dernière citadelle de l'hégémonie anglaise en Irlande disparaîtra par la force des choses » ? Livré à lui-même et à ses réflexions, l'orangiste se convertirait à la sagesse, sinon au patriotisme. Mais on le « monte » et, quand son énergie paraît se détendre, on le

« remonte ». « C'est une création artificielle de l'Angleterre, que cette question de l'Ulster. L'Ulster politique est *made in London*. »

M. Paul-Dubois conclut : *made in London*. M. Mac Neill écrivait : *made in England*. Nous laissons à nos lecteurs le choix entre les deux formules. Elles découvrent, l'une et l'autre, avec la genèse de l'Ulster unioniste, le secret de son intransigeance et le ressort de sa volonté.

Que l'orangiste ait parfois dépassé, au gré même du Gouvernement anglais, les limites de son rôle, c'est vraisemblable. Il faut reconnaître aussi qu'à titre de matériaux, divers éléments entrent dans son caractère. Ses ancêtres : les émigrés de Galloway et du Cantire, y ont laissé leur influence. Dans cette volonté de l'orangiste, ou plutôt dans sa « volonté » obstinée, on retrouve l'entêtement celtique et la dureté écossaise. On peut difficilement nier que l'esprit d'une religion protestataire entre aussi dans le composé. Mais ces divers éléments ne déterminent pas par eux-mêmes l'objet de la protestation ni le sens de l'obstination. Des presbytériens de l'Ulster furent, nous l'avons rappelé, d'insignes défenseurs de l'unité irlandaise. L'Écosse et le protestantisme ne suffisent donc pas à expliquer la « difficulté de l'Ulster ».

C'est la volonté impériale de l'Angleterre qui, dans la volonté de l'Ulster unioniste, a groupé de multiples éléments, les a orientés, polarisés, et, suivant une expression de Montaigne, en a constitué la « forme universelle ». Ainsi s'est forgé, ainsi s'est trempé, cet instrument de domination : l'Ulster diviseur.

CONCLUSIONS

1. Toute la province de l'Ulster fût-elle unioniste, elle ne saurait, en droit, faire obstacle à la volonté nationale de l'Irlande. Ce n'est pas à la minorité de diriger les destinées d'un pays.

2. En fait, le nationalisme peut revendiquer l'Ulster, à meilleur titre que l'unionisme. Non seulement, dans le passé, l'Ulster a fourni d'insignes défenseurs à la cause de l'indépendance. Mais, de nos jours encore, 5 comtés appartiennent au nationalisme. Dans 4 comtés seulement : Antrim, Armagh, Down, Londonderry, l'unionisme domine.

3. L'unionisme ulstérien n'est pas d'origine locale, ni de formation spontanée. Les « plantations » même n'ont pas suffi à angliciser une partie de l'Ulster. L'Angleterre dut fréquemment intervenir pour empêcher l'union de se faire entre ses colons et les Irlandais et pour assurer, par la division, sa domination.

4. Les unionistes de l'Ulster professent une politique de négation et d'opposition. Ils font schisme avec l'Ir-

lande ; mais ils se déclarent tout prêts, si le Gouvernement britannique ne maintient pas leurs privilèges, à faire schisme avec l'Angleterre.

5. Le temps peut donc venir, où l'instrument diviseur qu'a forgé l'Angleterre, dépassera les limites fixées par elles ; et le moment semble arrivé. Mais il reste que l'Ulster antinational représente l'action de l'Angleterre. S'il apparaît maintenant que la politique du « coin nord-est » est un mal, non seulement pour l'Irlande, mais encore pour l'Empire britannique, de ce mal on voit quel est le remède. *Sublata causa, tollitur effectus.*

TABLE DES MATIERES

BIBLIOGRAPHIE	5
AVANT-PROPOS	7
Chapitre premier. — La volonté de l'Ulster et la question irlandaise	11
Chapitre II. — L'Ulster nationaliste.....	19
Chapitre III. — Origine de l'Ulster unioniste.....	25
Chapitre IV. — Pour diviser l'Irlande.....	29
Chapitre V. — Une politique de négation.....	55
Chapitre VI. — La « difficulté de l'Ulster ». — Cause et remède.....	61
CONCLUSIONS	65

IMPRIMERIE DE « LA DÉMOCRATIE »

32-34. *Boulevard Raspail*

PARIS

